

Un moment de vérité pour NPS

Yves Vaillancourt

Résurgence du social en prévention

Volume 9, numéro 2, automne 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301362ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301362ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vaillancourt, Y. (1996). Un moment de vérité pour NPS. *Nouvelles pratiques sociales*, 9(2), 1–2. <https://doi.org/10.7202/301362ar>



Un moment de vérité pour NPS

Yves VAILLANCOURT
Directeur

En avril 1997, nous avons reçu une mauvaise nouvelle : le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) a décidé de ne plus subventionner NPS au cours des trois prochaines années. Cela signifie, pour notre revue, un manque à gagner de 10 500 \$ par année, par rapport aux entrées de revenus sur lesquelles nous avons pris l'habitude de compter au cours des années 1994-1997.

Paradoxalement, cette nouvelle nous parvient à un moment où le projet NPS a de l'élan plus que jamais et suscite des échos significatifs dans divers milieux. Nous parvenons, année après année, à maintenir le nombre de nos abonnements à mille – individus et institutions –, ce qui n'est pas une mince réussite. Le dernier colloque NPS, tenu en mars dernier, sur «L'économie sociale et les services sociaux et de santé : enjeux et perspectives», a attiré plus de 500 participants et participantes et a été évalué comme étant un grand succès à tous égards (nous en rendrons compte dans le prochain numéro). Un nombre croissant de personnes nous envoient spontanément des articles sans que nous les ayons sollicités, etc.

Lors de la réunion du Comité de rédaction du 25 avril dernier, nous avons fait le point sur la situation de la revue en tenant compte de la

décision du FCAR. Le tour de table que nous avons effectué nous a alors permis de constater que la quinzaine de membres présents partageaient tous et toutes la même conviction : le projet NPS, dans la conjoncture actuelle, est plus pertinent, motivant et mobilisateur que jamais. Nous avons de bonnes réserves de combativité pour continuer à le mettre de l'avant au cours des prochaines années. Dès que nous aurons en mains les évaluations du FCAR – ce qui n'était pas encore le cas lors de la réunion du Comité de rédaction –, nous les étudierons collectivement dans le but de tirer le meilleur de leurs enseignements, en autant qu'ils s'avèreront compatibles avec le respect de l'identité spécifique de NPS. Ces moyens et d'autres de même nature que nous entrevoyons seront à notre portée dans la mesure où nous saurons mettre à contribution et renforcer cette grande variété d'ancrages et de partenariats que nous avons développés, depuis bientôt dix ans, dans les milieux de pratiques, dans les mouvements sociaux, dans les milieux universitaires, etc. pour faire avancer théoriquement et pratiquement le renouvellement des pratiques et des politiques sociales.

À court terme, il nous est apparu que nous pourrions maintenir l'équilibre budgétaire, notamment pour la partie du budget consacrée au secrétariat de rédaction – c'est-à-dire celle qui est touchée par la décision du FCAR – en misant sur certains moyens, dont les suivants : 1) réorganiser le travail au Secrétariat de rédaction de manière à augmenter l'efficacité tout en diminuant les coûts ; 2) augmenter la part de travail bénévole effectué par les membres du Comité exécutif et du Comité de rédaction de la revue ; 3) consolider les contributions financières de nos partenaires institutionnels – cinq constituantes du réseau de l'Université du Québec et l'Université de Sherbrooke – et en solliciter d'autres ; 4) mettre à contribution une partie des surplus dégagés des colloques NPS ; 5) intensifier nos campagnes d'abonnements et de promotion.

À moyen terme, nous continuerons à déployer le maximum d'efforts pour améliorer la qualité de la revue. À cet égard, nous sommes heureux de publier l'actuel numéro dans lequel le dossier et l'entrevue avec trois DG de CLSC de la Montérégie mettent en évidence le défi de favoriser « la résurgence du social en prévention ». Puis, à l'automne 1997, nous publierons le vol. 10, n° 1 (printemps 1997) qui sera un numéro hors thème comprenant néanmoins un mini-dossier pour souligner notre dixième anniversaire. Enfin, au début de l'année 1998, nous publierons le vol. 10, n° 2 (automne 1997) dans lequel on retrouvera un dossier de neuf articles sur le thème de la démocratisation de l'organisation du travail dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Printemps 1997